

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

28 mars 2018

IMMIGRATION ET DROIT D'ASILE - (N° 714)

Retiré

**AMENDEMENT**

N° CL79

présenté par

Mme Karamanli, Mme Untermaier, Mme Laurence Dumont, M. Vallaud, M. Saulignac, M. David Habib, Mme Biémouret, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Batho, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, M. Garot, M. Hutin, M. Juanico, M. Jérôme Lambert, M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, M. Pupponi, Mme Rabault, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Victory, Mme Battistel, M. Carvounas et les membres du groupe Nouvelle Gauche

-----

**ARTICLE 5**

Rédiger ainsi l'alinéa 6 :

« Il est entendu dans la langue de son choix, sans que l'on puisse lui imposer une préférence qu'il aurait déclaré en Préfecture lors de l'enregistrement de sa demande. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le libre choix de la langue dans laquelle le demandeur pourra être entendu est consubstantiel de l'effectivité du droit d'asile.

En effet, de cette liberté procède la possibilité de se faire comprendre au mieux, de décrire son parcours, ses craintes légitimes en cas de retour dans le pays d'origine et plus simplement de défendre ses droits.

A cet égard, il apparaît dans bien des cas que le demandeur se voit imposer une langue qu'il a déclaré comprendre lors de son enregistrement en Préfecture, alors qu'il pouvait à ce moment chercher à manifester sa bonne disposition à l'intégration.

C'est la raison pour laquelle, cet amendement vise à affirmer le droit du demandeur d'être entendu dans la langue de son choix et l'impossibilité pour l'OFPPA de lui imposer une langue pour laquelle il aurait manifesté une préférence lors de son enregistrement en Préfecture.

